

8

AKTUELLES AUS DEN INSTITUTIONEN

10. Jahrgang
18. Februar 2026

Inhaltsverzeichnis

NEUES AUS DEN PARLAMENTEN	3
PARLAMENT DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT	3
ABGEORDNETENKAMMER.....	3
PARLEMENT DE WALLONIE.....	3
VLAAMS PARLEMENT	3
PARLEMENT DE LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES.....	4
PARLEMENT DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE (PRB).....	4
NEUES AUS DEN REGIERUNGEN	5
FÖDERALREGIERUNG	5
BELGISCHE NATIONALBANK	6
VLAAMSE REGERING	6
GOUVERNEMENT DE WALLONIE	7
BELGISCHES STAATSBLETT.....	9
QUELLENVERZEICHNIS	16

Neues aus den Parlamenten



Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft

Altweiberdonnerstag

Gegen Wind und Wetter: Die Alten Weiber und ihre Crew erobern das Kolpinghaus



12. Februar 2026 – Anker werfen im Kolpinghaus: Das Parlament empfängt die Alten Weiber auf ihrer letzten Etappe der windigen Seefahrt.

... [weiter lesen](#)

Ausschuss IV für Gesundheit, Soziales, Familie und Wohnungswesen

Besuch der Wohnform RESET in Sankt Vith



Ausschuss IV
besucht die
Wohnform RESET
in St. Vith



Im Rahmen seiner parlamentarischen Arbeit besuchte der Ausschuss IV am 28. Januar die Wohnform RESET in St. Vith. Der Besuch bot den Ausschussmitgliedern Gelegenheit, sich vor Ort ein Bild vom pädagogischen Konzept und vom Alltag der Einrichtung zu machen sowie sich mit den Verantwortlichen über aktuelle Herausforderungen auszutauschen. ... [weiter lesen](#)

AKTUELLE TERMINE

Ausschusssitzungen:

Montag, 23.02.2026

Ausschuss I für allgemeine Politik und Zusammenarbeit, Finanzen, lokale Behörden, Raumordnung, Energie, nachhaltige Entwicklung und Wirtschaftsförderung

[Tagesordnung](#)

Dienstag, 24.02.2026

Ausschuss II für Kultur, Erwachsenenbildung, Tourismus, Denkmal- und Landschaftsschutz

[Tagesordnung](#)

Mittwoch, 25.02.2026

Ausschuss IV für Gesundheit, Soziales, Familie und Wohnungswesen

[Tagesordnung](#)

Donnerstag, 26.02.2026

Ausschuss III für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung

[Tagesordnung](#)



Abgeordnetenkommer

Le nouveau numéro du magazine

(13/02/2026)

Le numéro 35 est disponible. Avec entre autres des articles sur les relations parlement-gouvernement, la réforme du chômage, le travail étudiant. ... [lire plus](#)

Budget 2026

(03/02/2026)

Consultez ici les [documents budgétaires](#) et les [notes de politique générale](#).



Parlement de Wallonie

Réunion de la Commission "Environnement et Agriculture" du Conseil parlementaire interrégional

(10-02-2026)

La Commission 4 « Environnement et Agriculture » du Conseil parlementaire interrégional (CPI) s'est réunie sous la présidence de Monsieur Maurice Bauer, Député à la Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg, à l'Institut de Formation Sectoriel du Bâtiment (IFSB) ce 5 février 2026. Le Parlement de Wallonie était représenté par Mme Anne-Catherine Goffinet et M. Patrick Spies. ... [lire plus](#)



Vlaams Parlement

Klimaatonderzoek waarschuwt voor meer hittegolfdagen: moeten steden meer ontharden?

13 februari 2026

Het aantal hittegolfdagen in Vlaamse steden zal de komende decennia sterk toenemen. Dat blijkt uit

onderzoek van de Vlaamse Instelling voor Technologisch Onderzoek (VITO). Verharding en dichte bebouwing spelen daarbij een belangrijke rol. Het Beleidsplan Ruimte Vlaanderen bevat onthardingsdoelstellingen voor de open ruimte, maar niet specifiek voor steden. Welke concrete doelen wil minister Jo Brouns hanteren voor stedelijke gebieden? En welke acties zijn gepland voor 2026?

... [verder lezen](#)

"Lege kantoorgebouwen? Maak er appartementen van" - Hans Bonte

11 februari 2026

Zelden bracht een minister zoveel levenservaring mee tot in de kern van de Vlaamse Regering. Hans Bonte maakte de weg van straathoekwerker in Molenbeek tot viceminister-president, en verloor onderweg nooit de voeling met wie het moeilijk heeft. In dit uitgebreide gesprek vertelt hij over macht en compromis, over wonen in crisistijd, leegstaande kantoorgebouwen als woonkans, de energietransitie en de rol van Vooruit in een woelige wereld.

... [verder lezen](#)



Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Actualité

Le DGDE présente son rapport annuel 2024-2025 : « Des maux aux mots »

2026-02-12

Rapport annuel du Délégué général aux droits de l'enfant

Le Délégué général aux droits de l'enfant (DGDE), Solayman Laqdim, a présenté ce mercredi en commission plénière du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles son rapport annuel 2024-2025 intitulé « Des maux aux mots ». ... [lire plus](#)

Colloque

Réf-Lex - Le savoir comme condition de survie des sociétés

2026-02-12

[Réf-Lex #17]

Le mardi 03 mars à 12h30, lors de la prochaine rencontre Réf-Lex, Bernard Lahire abordera la thématique suivante :

Programmes surchargés, obsession de l'évaluation et de la compétition, "bachotage", manque de temps et de moyens : l'enseignement et la recherche souffrent de nombreux maux. ... [lire plus](#)



Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale (PRB)

Changements au sein de l'assemblée

14/02/2026

Lors de la séance plénière du samedi 14 février 2026, le président du Parlement bruxellois a annoncé plusieurs changements au sein de l'hémicycle, directement liés à la formation du gouvernement bruxellois. ... [lire plus](#)

Prestation de serment des membres du gouvernement bruxellois et des secrétaires d'État régionales

14/02/2026

Ce samedi 14 février 2026, les nouveaux ministres du [gouvernement bruxellois](#) et les nouvelles secrétaires d'État régionales ont prêté serment :

- Le Ministre-Président, M. Boris Dillies ;
- Les Ministres : Mme Elke Van den Brandt, M. Ahmed Laaouej, M. Dirk De Smedt et M. Laurent Hublet ;
- Les secrétaires d'État, Mmes Audrey Henry, Ans Persoons et Karine Lalieux

Neues aus den Regierungen



Mitteilung vom 17.02.2026

Adjudication OLO du 23 février 2026

L'Agence fédérale de la Dette communique que les 2 lignes d'OLO suivantes seront adjudguées le lundi 23 février 2026 :

1.
Dénomination : OLO 3.00% 22/06/2033
Code ISIN : BE0000357666
Numéro OLO : OLO 97
Encours : EUR 21 270 000 000.00

2.
Dénomination : OLO 3.40% 22/06/2036
Code ISIN : BE0000366758
Numéro OLO : OLO 106
Encours : EUR 8 000 000 000.00

La date de paiement est fixée au 25 février 2026. Le vendredi 20 février dans la matinée, l'Agence fédérale de la Dette annoncera la fourchette du montant à adjuger.

Mitteilung vom 16.02.2026

Enabel et VITO renforcent leur collaboration pour accélérer les solutions durables en Afrique et au-delà

Enabel et VITO, deux acteurs belges majeurs de la coopération internationale et de l'innovation, signent un nouvel accord de collaboration et confirment ainsi leur vision commune : mettre la technologie, la connaissance du terrain et les partenariats équitables au service d'un futur résilient. Leur alliance repose sur trois domaines stratégiques : l'Environnement & Climat, l'Énergie, et les Technologies & économies durables.

Mitteilung vom 14.02.2026

Conseil des ministres du 13 février 2026

Le Conseil des ministres a eu lieu selon la procédure électronique le vendredi 13 février 2026, sous la présidence du Premier ministre Bart De Wever.

Le Conseil des ministres a pris les décisions suivantes :

Transfert de droits de propriété dans le complexe immobilier de la Maison de la Culture d'Arlon

Sur proposition du Premier ministre Bart De Wever, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal organisant le transfert de l'Etat à la Communauté française de ses droits de propriété dans le complexe immobilier "Maison de la Culture d'Arlon".

Fonction publique : renforcement de la réintégration des agents en incapacité de travail de longue durée

Sur proposition du ministre de la Santé publique Frank Vandenbroucke, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal visant à optimiser davantage la procédure d'évaluation médicale de l'aptitude au travail des agents statutaires effectuée par le Centre d'expertise médical pour l'aptitude au travail (CEMAT), faisant partie de Medex.

Introduction de la possibilité d'envoyer la correspondance relative aux statistiques de la balance des paiements et du SEBC via l'eBox

Sur proposition du ministre des Finances Jan Jambon, le Conseil des ministres a approuvé deux projets d'arrêté royal offrant la possibilité à la Banque nationale de Belgique (BNB) d'envoyer légalement, via l'eBox, la correspondance relative à la collecte de données pour les statistiques de la balance des paiements et du SEBC.

Skeyes : prise en considération de divers suppléments de traitement pour le calcul des pensions

Sur proposition du ministre des Pensions, Jan Jambon, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal prenant en compte le traitement variable et les compléments de traitement dans le calcul de la pension pour un certain nombre de grades introduits chez skeyes.

Obligation d'enregistrement électronique à la sortie d'un chantier

Le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal rendant obligatoire l'enregistrement électronique des travailleurs lorsqu'ils quittent un chantier temporaire ou mobile.

Démocratisation des structures de l'Ordre des architectes et optimisation de son fonctionnement

Sur proposition de la ministre des Indépendants Éléonore Simonet, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi visant une plus grande démocratisation des structures de l'Ordre et l'optimisation de son fonctionnement.

Régime de travail occasionnel dans les secteurs agricole et horticole

Sur proposition du ministre de l'Emploi David Clarinval et du ministre des Affaires sociales Frank

Vandenbroucke, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal apportant des modifications au régime de sécurité sociale des travailleurs occasionnels dans les secteurs agricole et horticole.

Marché public pour le SPF Justice

Sur proposition de la ministre de la Justice Annelies Verlinden, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la passation d'un marché public pour la Justice concernant la fourniture de licences ICT.

Politique « Retour au travail » : mise en œuvre de la quatrième vague de réformes

Sur proposition du ministre des Affaires sociales Frank Vandenbroucke, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi mettant en œuvre une politique « Retour au travail » renforcée dans le cas d'une incapacité de travail.

Budget économique 2026 et perspectives 2027-2031

Sur proposition du ministre de l'Economie David Clarinval, le Conseil des ministres a pris connaissance des chiffres du budget économique 2026, communiqués par l'Institut des comptes nationaux (ICN).

Réforme de certains taux de TVA - Deuxième lecture

Sur proposition du ministre des Finances Jan Jambon, le Conseil des ministres a approuvé en deuxième lecture un projet d'arrêté royal concernant la réforme de certains taux de TVA dans le cadre de l'accord budgétaire pluriannuel.

Mitteilung vom 13.02.2026

La Belgique soutient le développement nucléaire civil qui nous aide à avancer

En 2025, la Belgique a versé 1 184 000 euros à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) pour la prévention de la prolifération nucléaire et pour des projets dans les domaines de la médecine, de l'agriculture, du genre et de la sécurité.

Mitteilung vom 12.02.2026

Dettes de l'État fédéral à la fin janvier 2026

Communiqué de presse de l'Agence fédérale de la Dette :

À partir de 2026, l'Agence fédérale de la Dette communiquera au sujet des certificats de Trésorerie et des instruments de type Euro Commercial Paper en termes de valeurs de remboursement, plutôt qu'en valeurs d'émission. Cette méthode

d'évaluation correspond à celle appliquée dans les Comptes nationaux de la Belgique. Mesurée de cette manière, la dette de l'État fédéral s'élevait au 31 décembre 2025 à 553,865 milliards d'euros, au lieu du montant précédemment communiqué de 553,121 milliards d'euros. En termes nets, elle s'élevait à 538,425 milliards d'euros.



Belgische Nationalbank

La valeur des importations et des exportations belges continue de diminuer

16 févr 2026 - 11:00

- Ce sont surtout les échanges avec les pays hors Union européenne (UE) qui accusent une forte baisse.
- La balance commerciale vis-à-vis de la Bulgarie, nouvel État membre de la zone euro, est positive. Le cuivre domine les importations et les véhicules les exportations.

La croissance moyenne des importations et des exportations belges s'est établie à, respectivement, -0,6 et -4,2 % au cours des trois derniers mois disponibles (d'octobre à décembre 2025) (cf. graphique 1). En novembre, la croissance moyenne des importations est ressortie à -6,0 % et celle des exportations à -4,8 %. Les derniers chiffres confirment la tendance négative que le commerce extérieur affiche depuis déjà quelques mois.

... [lire plus](#)

Appel à contributions pour la onzième réunion annuelle de la Central Bank Research Association (CEBRA)

4 févr 2026 - 16:00

La réunion annuelle 2026 de la CEBRA est un événement conjoint de la Banque nationale du Danemark et de l'Université de Copenhague. Cette édition comprend une session placée sous la conduite de la Banque nationale de Belgique consacrée au thème « Données microéconomiques et modèles macroéconomiques ». ... [lire plus](#)



Vlaamse Regering

Ministerraad van 13 februari 2026

- Central Emergency Response Fund (CERF): subsidie 2026
- Samenwerkingsovereenkomst Athumi
- Verzamelbesluit II energie en klimaat

- Tweede algemene implementatie Kaderdecreet Vlaamse Handhaving (KVH): voorontwerp van wijzigingsdecreet
- Wijziging decreet met algemene bepalingen milieubeleid: omzetting emissiehandelssysteem (ETS2) voor de gebouwensector, de wegvervoerssector en de aanvullende sectoren
- Nota aan het Overlegcomité: "De afwerking en indiening van het Belgische Sociaal Klimaatplan"
- Omzetting nieuwe Europese Richtlijn Energie-Efficiëntie: wijziging Energiedecreet en decreet over operationalisering Vlaamse Nutsregulator
- Wijziging besluit Vlaamse Codex Wonen 2021: huurprijsberekening sociale huurwoningen, herinvesteringsverplichting en financiering sociale woonprojecten
- Omzetting Europese richtlijn 'Electricity market design 5' (EMD5) over de verbetering van de opzet van de elektriciteitsmarkt en noodleveranciers
- Afwijking regioconform samenwerken
- Afwijking regioconform samenwerken
- Afsluiten van aansprakelijkheid gerelateerde verzekeringspolissen (algemene burgerlijke aansprakelijkheid en objectieve aansprakelijkheid na brand en ontploffing) die behoren tot de pooling verzekeringen van de entiteiten van de Vlaamse overheid
- Wijziging besluit over bescherming dieren bij slachten of doden: getuigschrift vakbekwaamheid slachten schapen, geiten of varkens voor huishoudelijk verbruik
- Wijziging koninklijk besluit bescherming van proefdieren: invoeren retributie erkenningsaanvraag gebruiker, fokker en leverancier van proefdieren, omzetting Europese Richtlijn en technische aanpassingen
- Wijzigingsbesluit dienstencheques en wijk-werkcheques: afschaffing fiscaal voordeel
- Wijziging Vlaamse Codex Fiscaliteit: invoering CO2 kilometerheffing vrachtwagens
- Uitbreiding opdrachten Expertisecentrum Onderzoek en Ontwikkelingsmonitoring (ECOOM): voorontwerp wijzigingsdecreet
- Ketenaansprakelijkheid
- Vlaamse toetsen
- Vaststelling trekkingsrechten per gemeente in het kader van werkingsubsidies aan intergemeentelijke samenwerkingsverbanden voor een bovenlokaal netwerk vrijetijdsparticipatie: subsidieperiode 2027-2032
- Transitie gezinsopvang en groepsopvang samenwerkende onthaalouders naar werken met werknemers: wijziging Vergunnings-, Subsidie- en Procedurebesluit

- Gezondheidsmakers: subsidie versterking capaciteit
- Wijziging diverse regelgeving beleidsveld opgroeien: versterken kwaliteit kinderopvang en transparanter maken subsidies
- Handhaving naleving vergunnings- en subsidievoorwaarden kinderopvang baby's en peuters
- Verzamelbesluit landbouw
- Opstart geïntegreerd planproces 'Historisch gegroeid bedrijf Barias' Roeselare en Staden: startnota
- Opstart geïntegreerd planproces 'Historisch gegroeid bedrijf Pasfrost' Zonnebeke: startnota
- Opstart geïntegreerd planproces 'Historisch gegroeid bedrijf Staalbeton' Rijkevorsel: startnota
- Oprichting Vlaams fonds voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid voor bepaalde afvalstromen en zwerfvuil
- Voorontwerp van instemmingsdecreet samenwerkingssakkoord uitgebreide producentenverantwoordelijkheid voor bepaalde afvalstromen en zwerfvuil
- Vervoerbare drukapparatuur
- Herstelopleidingen rijbewijs
- Verhoging bedragen van overtredingen wegverkeer
- Mededelingen



Gouvernement de Wallonie

Mitteilung vom 13.02.2026

La Wallonie organise et pérennise son écosystème alimentaire : lancement des Projets Alimentaires Territoriaux

Le Gouvernement wallon lance un nouvel appel à projets destiné à structurer durablement la transition vers un système alimentaire sain et durable. Cet appel, consacré aux « Projets Alimentaires Territoriaux » (PAT), s'inscrit dans la continuité de la stratégie dédiée à une alimentation saine et durable et vise à améliorer l'accès de toutes et tous à une alimentation de qualité et à doter la Wallonie d'un véritable réseau territorial d'animation et de structuration. ... [lire plus](#)

Mitteilung vom 12.02.2026

La Wallonie renforce la sécurité : une stratégie commune pour mieux protéger les citoyens

Le Gouvernement wallon a approuvé la nouvelle stratégie intégrée et intégrale de sécurité pour

2026-2029. L'objectif est de mieux protéger les citoyens face aux menaces d'aujourd'hui (criminalité organisée, cyberattaques, trafics, violences familiales et fraudes) en renforçant la coopération entre tous les niveaux de pouvoir. ... [lire plus](#)

Dématérialisation des permis d'urbanisme : la Wallonie ajuste son calendrier pour les vingt premières communes pilotes

Le Gouvernement wallon ajuste le calendrier de mise en œuvre de la dématérialisation des procédures de permis et de certificats d'urbanisme. Une décision qui vise à garantir une mise en œuvre efficace et compatible avec les outils utilisés par les communes. ... [lire plus](#)

La Wallonie finance les transports publics à hauteur de 877 millions en 2026

Le Gouvernement wallon a adopté dix arrêtés de financement en faveur de l'Opérateur de Transport de Wallonie (OTW) pour l'année 2026. Ces décisions représentent un montant total de 877.456.000€, entièrement dédiés au fonctionnement, à l'investissement et à la modernisation des transports publics en Wallonie. ... [lire plus](#)

Belgisches Staatsblatt



N. 35 vom 13. Februar 2026 (s. Anlage)

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
20. Oktober 2025 - **Dekret zur Zustimmung zu folgenden internationalen Abkommen: 1. Rahmenabkommen über umfassende Partnerschaft und Zusammenarbeit zwischen der Europäischen Union und ihren Mitgliedstaaten einerseits und dem Königreich Thailand andererseits, geschehen zu Brüssel am 14. Dezember 2022; 2. Rahmenabkommen über Partnerschaft und Zusammenarbeit zwischen der Europäischen Union und ihren Mitgliedstaaten einerseits und der Regierung Malaysias andererseits, geschehen zu Brüssel am 14. Dezember 2022, S. [7912](#).**

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
22. Dezember 2025 - **Dekret zur Zustimmung zu folgenden internationalen Rechtsakten: 1. Abkommen zwischen dem Königreich Belgien und der Republik Tadschikistan zur Vermeidung der Doppelbesteuerung und zur Verhinderung der Steuerhinterziehung auf dem Gebiet der Steuern vom Einkommen und vom Vermögen samt Protokoll, geschehen zu Brüssel am 10. Februar 2009; 2. Protokoll zur Änderung des am 24. Oktober 1973 in Kuala Lumpur unterzeichneten Abkommens zwischen der Regierung Belgiens und der Regierung Malaysias zur Vermeidung der Doppelbesteuerung und zur Verhinderung der Steuerhinterziehung auf dem Gebiet der Steuern vom Einkommen, in der geänderten Fassung des am 25. Juli 1979 in Kuala Lumpur unterzeichneten Zusatzabkommens, geschehen zu Brüssel am 18. Dezember 2009; 3. Abkommen zwischen der Regierung des Königreichs Belgien und der Regierung der Republik Botswana zur Vermeidung der Doppelbesteuerung und zur Verhinderung der Steuerhinterziehung auf dem Gebiet der Steuern vom Einkommen und vom Vermögen samt Protokoll, geschehen zu Pretoria am 30. November 2017, S. [7914](#).**

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
26. Januar 2026 - **Dekret zur Billigung des Zusammenarbeitsabkommens vom 3. Oktober 2025 zur Abänderung des Zusammenarbeitsabkommens vom 31. Dezember 2018 zwischen der Flämischen Gemeinschaft, der Walonischen Region, der Französischen Gemeinschaft, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, der Französischen Gemeinschafts-**

kommission und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Finanzierung der Pflege bei Inanspruchnahme von Pflegediensten über die Grenzen des Teilstaates hinaus, S. [7916](#).

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
18. Dezember 2025 - **Erllass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 18. Oktober 2023 zur Festlegung der Basiszuwendung und der Zusatzzuwendungen im Rahmen der AktiF- und AktiF PLUS-Beschäftigungsförderung, S. [7917](#).**

N. 37 vom 17. Februar 2026 (s. Anlage)

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
Geschäftsordnung des Medienrates der Deutschsprachigen Gemeinschaft gemäß Artikel 101 § 1 Absatz 2 des Dekretes vom 1. März 2021 über die Mediendienste und die Kinovorstellungen, S. [8653](#).

Deutsche Übersetzungen

N. 31 vom 11. Februar 2026

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres
29. März 2024 - **Gesetz zur Abänderung des Gesetzes vom 7. Dezember 1998 zur Organisation eines auf zwei Ebenen strukturierten integrierten Polizeidienstes zur Umsetzung einer integrierten und umfassenden Sicherheitspolitik innerhalb der Provinzen und der Region Brüssel-Hauptstadt** - Deutsche Übersetzung, S. [6237](#).

N. 33 vom 12. Februar 2026

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres
9. Februar 2024 - **Gesetz zur Festlegung verschiedener Bestimmungen im Bereich Wirtschaft** - Deutsche Übersetzung von Auszügen, S. [7083](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres
24. März 2024 - **Gesetz zur Ausführung des Sozialabkommens für den föderalen öffentlichen Gesundheitssektor** - Deutsche Übersetzung, S. [7102](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres
18. Juli 2025 - **Programmgesetz** - Deutsche Übersetzung von Auszügen, S. [7104](#).

N. 36 vom 16. Februar 2026

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres
29. März 2024 - **Gesetz zur Abänderung des Gesetzes vom 18. Juli 1991 zur Regelung der Kontrolle über die Polizei- und Nachrichtendienste und über das Koordinierungsorgan für die Bedrohungsanalyse in Bezug auf die**

**Zusammensetzung der Ständigen Ausschüsse
P und N** - Deutsche Übersetzung, S. [8329](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres
16. Mai 2024 - **Gesetz zur Abänderung des Belgischen Schifffahrtsgesetzbuches und verschiedener Gesetze über die Regelung der Schifffahrt** - Deutsche Übersetzung von Auszügen, S. [8330](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres
28. März 2024 - **Königlicher Erlass zur Abänderung verschiedener Erlasse über das Verfahren vor dem Staatsrat zwecks Aufnahme der Möglichkeit zur Nutzung der elektronischen Verfahrensführung** - Deutsche Übersetzung von Auszügen, S. [8379](#).

N. 37 vom 17. Februar 2026

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres
18. April 2024 - **Gesetz zur Abänderung des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Ausweisen von Ausländern in Bezug auf die Zuerkennung der Eigenschaft eines Gerichtspolizeioffiziers an Beamte des Ausländeramtes** - Deutsche Übersetzung, S. [8563](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres
12. Mai 2024 - **Gesetz zur Festlegung des Sozialstatuts des Magistrats I** - Deutsche Übersetzung, S. [8565](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres
28. November 2025 - **Gesetz zur Wiederaufnahme von Artikel 31bis der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat in Bezug auf die elektronische Verfahrensführung vor der Verwaltungsstreitsachenabteilung des Staatsrates** - Deutsche Übersetzung, S. [8581](#).

7912

BELGISCH STAATSBLOD — 13.02.2026 – Ed. 2 — MONITEUR BELGE

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[C – 2026/000529]

20. OKTOBER 2025 — Dekret zur Zustimmung zu folgenden internationalen Abkommen:

1. Rahmenabkommen über umfassende Partnerschaft und Zusammenarbeit zwischen der Europäischen Union und ihren Mitgliedstaaten einerseits und dem Königreich Thailand andererseits, geschehen zu Brüssel am 14. Dezember 2022;
2. Rahmenabkommen über Partnerschaft und Zusammenarbeit zwischen der Europäischen Union und ihren Mitgliedstaaten einerseits und der Regierung Malaysias andererseits, geschehen zu Brüssel am 14. Dezember 2022 (1)

Fußnote

(1) *Sitzungsperiode 2025-2026*

Nummerierte Dokumente:

99 (2024-2025) Nr. 1 - Dekretentwurf

99 (2025-2026) Nr. 2 - Vom Plenum des Parlaments verabschiedeter Text

Ausführlicher Bericht: 20. Oktober 2025 - Nr. 18 - Diskussion und Abstimmung

7914

BELGISCH STAATSBLOD — 13.02.2026 – Ed. 2 — MONITEUR BELGE

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[C – 2026/000530]

22. DEZEMBER 2025 — Dekret zur Zustimmung zu folgenden internationalen Rechtsakten:

1. Abkommen zwischen dem Königreich Belgien und der Republik Tadschikistan zur Vermeidung der Doppelbesteuerung und zur Verhinderung der Steuerhinterziehung auf dem Gebiet der Steuern vom Einkommen und vom Vermögen samt Protokoll, geschehen zu Brüssel am 10. Februar 2009;
2. Protokoll zur Änderung des am 24. Oktober 1973 in Kuala Lumpur unterzeichneten Abkommens zwischen der Regierung Belgiens und der Regierung Malaysias zur Vermeidung der Doppelbesteuerung und zur Verhinderung der Steuerhinterziehung auf dem Gebiet der Steuern vom Einkommen, in der geänderten Fassung des am 25. Juli 1979 in Kuala Lumpur unterzeichneten Zusatzabkommens, geschehen zu Brüssel am 18. Dezember 2009;
3. Abkommen zwischen der Regierung des Königreichs Belgien und der Regierung der Republik Botsuana zur Vermeidung der Doppelbesteuerung und zur Verhinderung der Steuerhinterziehung auf dem Gebiet der Steuern vom Einkommen und vom Vermögen samt Protokoll, geschehen zu Pretoria am 30. November 2017 (1)

Fußnote

(1) *Sitzungsperiode 2025-2026*

Nummerierte Dokumente:

110 (2025-2026) Nr. 1 Dekretentwurf

110 (2025-2026) Nr. 2 Vom Plenum des Parlaments verabschiedeter Text

Ausführlicher Bericht: 22. Dezember 2025 – Nr. 22 Diskussion und Abstimmung

7916

BELGISCH STAATSBLOD — 13.02.2026 – Ed. 2 — MONITEUR BELGE

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[C – 2026/001071]

26. JANUAR 2026 — Dekret zur Billigung des Zusammenarbeitsabkommens vom 3. Oktober 2025 zur Abänderung des Zusammenarbeitsabkommens vom 31. Dezember 2018 zwischen der Flämischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region, der Französischen Gemeinschaft, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, der Französischen Gemeinschaftskommission und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Finanzierung der Pflege bei Inanspruchnahme von Pflegediensten über die Grenzen des Teilstaates hinaus (1)

Fußnote

(1) *Sitzungsperiode 2025-2026*

Nummerierte Dokumente: 119 (2025-2026) Nr. 1 Dekretentwurf

119 (2025-2026) Nr. 2 Ausschussbericht

119 (2025-2026) Nr. 3 Vom Plenum des Parlaments verabschiedeter Text

Ausführlicher Bericht: 26. Januar 2026 – Nr. 23 Diskussion und Abstimmung

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[C – 2026/001158]

18. DEZEMBER 2025 — Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 18. Oktober 2023 zur Festlegung der Basiszuwendung und der Zusatzzuwendungen im Rahmen der AktiF- und AktiF PLUS-Beschäftigungsförderung

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des Dekrets vom 28. Mai 2018 zur AktiF- und AktiF PLUS-Beschäftigungsförderung, Artikel 25 Absatz 2;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 28. September 2018 zur Ausführung des Dekrets vom 28. Mai 2018 zur AktiF- und AktiF PLUS-Beschäftigungsförderung, Artikel 38, abgeändert durch den Erlass vom 5. Oktober 2023, und Artikel 39, abgeändert durch den Erlass vom 5. Oktober 2023;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 18. Oktober 2023 zur Festlegung der Basiszuwendung und der Zusatzzuwendungen im Rahmen der AktiF- und AktiF PLUS-Beschäftigungsförderung;

Aufgrund des Gutachtens des Finanzinspektors vom 5. Dezember 2025;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministerpräsidenten, zuständig für den Haushalt, vom 8. Dezember 2025

Auf Vorschlag des für Beschäftigung zuständigen Ministers;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 1 des Erlasses der Regierung vom 18. Oktober 2023 zur Festlegung der Basiszuwendung und der Zusatzzuwendungen im Rahmen der AktiF- und AktiF PLUS-Beschäftigungsförderung wird wie folgt abgeändert:

1. In Absatz 1 wird die Angabe „3.212.057,95 Euro“ durch die Angabe „3.042.956,87 Euro“ ersetzt.

2. In Absatz 2 wird die Angabe „1.374.080,00 Euro“ durch die Angabe „500.000,00 Euro“ ersetzt.

Art. 2 - In Artikel 2 desselben Erlasses wird die Angabe „301.757,84 Euro“ durch die Angabe „259.758,29 Euro“ ersetzt.

Art. 3 - Vorliegender Erlass tritt am 1. Januar 2026 in Kraft.

Art. 4 - Der für Beschäftigung zuständige Minister ist mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Eupen, den 18. Dezember 2025

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident,
Minister für lokale Behörden, Raumordnung und Finanzen
O. PAASCH

Der Minister für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung
J. FRANSEN

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[C – 2026/000873]

Geschäftsordnung des Medienrates der Deutschsprachigen Gemeinschaft gemäß Artikel 101 § 1 Absatz 2 des Dekretes vom 1. März 2021 über die Mediendienste und die Kinovorstellungen**Artikel 1** - Definitionen

Im Sinne dieser Geschäftsordnung gilt als:

1. Mediendekret: das Dekret vom 1. März 2021 über die Mediendienste und die Kinovorstellungen;

2. Regierung: die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft;

3. Präsident: der Präsident des Medienrates;

4. Medienrat: der im Mediendekret erwähnte Medienrat der Deutschsprachigen Gemeinschaft. Er ist eine Behörde der Deutschsprachigen Gemeinschaft;

5. Mitglieder des Medienrates: Der Medienrat besteht aus mindestens drei und höchstens vier Mitgliedern. Die Regierung bestellt die Mitglieder des Medienrates und bestimmt aus deren Mitte einen Präsidenten und einen stellvertretenden Präsidenten. Der stellvertretende Präsident vertritt den Präsidenten, falls dieser verhindert ist;

6. Geschäftsstelle des Medienrates: die Geschäftsstelle des Medienrates setzt sich aus dem Fachpersonal des Medienrates zusammen;

7. Leitung der Geschäftsstelle: das mit der Leitung der Geschäftsstelle des Medienrates der Deutschsprachigen Gemeinschaft betraute Personalmitglied;

Art. 2 - Sitz und Korrespondenzanschrift

(1) Der Sitz des Medienrates der Deutschsprachigen Gemeinschaft, Unternehmensnummer 0652.750.810, ist in der Gospertstraße 42 in 4700 Eupen.

(2) Die Korrespondenzanschrift ist Gospertstraße 42 in 4700 Eupen.

(3) Schreiben und Dokumente können – wenn nicht ausdrücklich ein Einschreiben vorgesehen ist – beim Medienrat unter „info@medienrat.be“ eingereicht werden. Der Medienrat kann – unter derselben Bedingung – ebenfalls das Mittel der E-Mail für seine Korrespondenz nutzen.

Art. 3 - Sitzungen

(1) Der Präsident beruft die Sitzungen des Medienrates ein. Der Medienrat tritt bei Bedarf, mindestens aber sechs Mal im Jahr, zusammen.

(2) Die Einladung wird mindestens sieben Tage vor der Sitzung des Medienrates zugestellt. Über Ausnahmen entscheidet der Medienrat.

(3) Der Präsident muss eine Sitzung des Medienrates einberufen, wenn zwei Mitglieder dies beantragen. Der Antrag ist schriftlich beim Präsidenten einzureichen und enthält:

1. die zu behandelnde Tagesordnungspunkte der Sitzung;
2. eine Begründung zu den einzelnen Tagesordnungspunkten;
3. die zur Entscheidungsfindung erforderlichen Unterlagen und den ausgearbeiteten Entscheidungsentwurf.

Der Präsident muss den Medienrat innerhalb einer Frist von 10 Werktagen nach Eingang des Antrages einberufen.

(4) Die Einladung wird per E-Mail zugeschickt.

(5) Die Einladung enthält:

1. Ort, Datum und Uhrzeit der Sitzung. Die Angabe des Orts wird ggf. durch die Angabe ersetzt, dass die Sitzung online stattfindet;

2. die Tagesordnung sowie eine Abschrift des Antrages/der Anträge zur Tagesordnung, die von Mitgliedern gemäß Absatz 3 beim Präsidenten hinterlegt wurden;

3. die Unterlagen, die zur Beratung und zur Entscheidungsfindung erforderlich sind.

(6) Ist ein Mitglied verhindert an der Sitzung teilzunehmen, ist es verpflichtet, dies dem Präsidenten des Medienrates unverzüglich mitzuteilen. In diesem Falle gibt das verhinderte Mitglied einem teilnehmenden Mitglied Vollmacht, zusammen mit Anweisungen, in welchem Sinne sich der Bevollmächtigte äußern soll.

(7) Die Geschäftsstelle nimmt an den Sitzungen des Medienrates mit dem Recht, sich zu den Beratungen zu äußern, teil.

(8) Die Sitzungen des Medienrates finden am Sitz des Medienrates oder an einem anderen vom Präsidenten beschlossenen Ort statt. Die Sitzungen können auch mittels Videokonferenz stattfinden. In diesem Fall finden die Bestimmungen (1)-(7) mutatis mutandis Anwendung.

Art. 4 - Tagesordnung

(1) Zu Beginn der Sitzung kann der Medienrat im Konsens beschließen, einen Tagesordnungspunkt nicht zu beraten oder einen zusätzlichen Punkt auf die Tagesordnung zu setzen.

(2) Wenn Tagesordnungspunkte in einer Sitzung aus Zeitgründen nicht abgehandelt werden können, müssen sie in die Tagesordnung der darauffolgenden Sitzung aufgenommen werden.

Art. 5 - Beschlussfähigkeit

(1) Der Medienrat ist beschlussfähig, wenn:

1. die Einladung zur Sitzung ordnungsgemäß erfolgte und;
2. mehr als die Hälfte der Mitglieder anwesend oder mittels Vollmacht vertreten ist.

(2) Die Beschlussfähigkeit wird vom Präsidenten zu Beginn der Sitzung und vor jeder Abstimmung festgestellt. Ist die Beschlussfähigkeit nicht gegeben, schließt der Präsident die Sitzung. Die Tagesordnungspunkte sind in die Tagesordnung der darauffolgenden Sitzung aufzunehmen.

Art. 6 - Beratungen und Entscheidungen

(1) Der Präsident eröffnet die Beratung über die einzelnen Punkte der Tagesordnung des Medienrates. Er leitet die Sitzungen.

(2) Die Sitzungen sind nicht öffentlich. Über Ausnahmen entscheidet der Medienrat.

(3) Das Wort wird während der Sitzung in der Reihenfolge der Beantragung erteilt.

(4) Der Präsident schließt die Beratung über einen Tagesordnungspunkt:

1. wenn keine Wortmeldungen mehr zu diesem Tagesordnungspunkt vorliegen;
2. wenn mehr als die Hälfte der anwesenden Mitglieder einem Antrag auf Beendigung der Debatte zustimmt.

(5) Anträge zur Geschäftsordnung haben Vorrang vor den Sachdebatten; sie sind vom Präsidenten unmittelbar zur Abstimmung zu bringen. Liegen nach Sachdebatten mehrere Entscheidungsanträge vor, stellt der Präsident zunächst fest, welcher der Anträge der weitestgehende ist und wie sich die Reihenfolge der übrigen Anträge darstellt; entsprechend dieser Reihenfolge ist dann zunächst über den weitestgehenden Antrag abzustimmen.

(6) Der Präsident schließt die Beratungen.

(7) Der Medienrat trifft seine Entscheidungen als Kollegium und im Konsens. Dies gilt ausdrücklich auch bei Anfragen Dritter. Externe Expertiseanfragen sind umgehend dem Präsidenten weiterzuleiten. Abgesehen von Vertretungen in nationalen oder supranationalen Gremien sowie der dem Präsidenten vorbehaltenen Aufgaben gibt es keine inhaltlichen Bereichszuweisungen beziehungsweise -zuständigkeiten für einzelne Mitglieder des Medienrats.

(8) Die interne Kommunikation zwischen den Ratsmitgliedern umfasst immer alle Mitglieder. Wenn sich ein Ratsmitglied an ein Mitglied der Geschäftsstelle wendet, erfolgt dies stets mit Kopie an Präsidenten und Leitung der Geschäftsstelle.

Art. 7 - Sitzungsprotokolle

(1) Von jeder Sitzung des Medienrates wird ein Sitzungsprotokoll angefertigt, das spätestens mit der Einladung zur nächsten Sitzung zugestellt und in dieser Sitzung in einem gesonderten Tagesordnungspunkt zur Annahme unterbreitet wird. Das genehmigte Sitzungsprotokoll wird vom Präsidenten unterschrieben.

(2) Jedes Sitzungsprotokoll muss enthalten:

1. Tagungsort und Tagungszeit;
2. die Namen der anwesenden Mitglieder;
3. die Namen der nicht anwesenden, entschuldigten und nicht entschuldigten Mitglieder;
4. die zu Beginn der Sitzung angenommene Tagesordnung;
5. das Ergebnis der Beratungen und die gefassten Entscheidungen;
6. die eventuelle Vertagung von Tagesordnungspunkten.

Art. 8 - Umlaufverfahren

(1) Zwischen den ordentlichen Sitzungen kann der Medienrat im Umlaufverfahren Aktivitäten durchführen und insbesondere Entscheidungen treffen. Das Umlaufverfahren wird von der Geschäftsstelle eingeleitet und in einem Register eingetragen.

(2) Für die Umlaufverfahren gelten die Bestimmungen der vorliegenden Geschäftsordnung entsprechend.

Art. 9 - Unvereinbarkeiten und Ausscheidungsgründe

(1) Unvereinbarkeiten entsprechend dem Mediendekret sind von dem betreffenden Mitglied dem Präsidenten mitzuteilen. Der Präsident stellt das Vorliegen der Unvereinbarkeit eines Mitglieds des Medienrates fest und teilt diese der Regierung schriftlich mit.

(2) Der Präsident teilt der Regierung schriftlich mit, wenn ein Ratsmitglied bei mehr als der Hälfte der Sitzungen oder der Umlaufverfahren pro Jahr unentschuldigt gefehlt hat.

Art. 10 - Interessenkonflikte

(1) An einer Beratung und Entscheidungsfindung darf ein Mitglied des Medienrates wegen des Vorliegens eines Interessenkonfliktes entsprechend dem Mediendekret nicht mitwirken, wenn

1. es selbst Beteiligter ist;
2. es Angehöriger eines Beteiligten ist;
3. es einen Beteiligten allgemein oder in diesem Entscheidungsverfahren vertritt;
4. es Angehöriger einer Person ist, die einen Beteiligten in diesem Verfahren vertritt;
5. es außerhalb seiner amtlichen Eigenschaft in der Angelegenheit ein Gutachten abgegeben hat oder sonst tätig geworden ist.

Dem Beteiligten steht gleich, wer durch die Tätigkeit oder durch die Entscheidung einen unmittelbaren Vorteil oder Nachteil erlangen kann.

Es genügt der bloße Anschein, dass die Unparteilichkeit der Amtsausübung, also die objektive und unparteiische Ausübung der Aufgaben des Medienrates, nicht gegeben ist.

(2) Ist ein Mitglied des Medienrates der Auffassung, dass bei ihm oder bei einem anderen Mitglied ein Interessenkonflikt vorliegt, muss es dies vor Beratung des Tagesordnungspunktes in geeigneter Weise den übrigen Mitgliedern bekannt geben.

(3) Nach Anhörung des Betroffenen entscheidet der Medienrat über den Ausschluss. Der Betroffene darf an dieser Entscheidung nicht mitwirken. Ein ausgeschlossenes Mitglied darf bei der weiteren Beratung und Entscheidungsfindung nicht zugegen sein.

(4) Wird ein Interessenkonflikt bei einem Mitglied bei einer bereits getroffenen Entscheidung im Nachhinein festgestellt, so kann diese Entscheidung gemäß den Grundsätzen über den Entzug von Verwaltungsakten widerrufen werden.

(5) Das Verfahren gemäß den Absätzen (1) – (4) hat keinen Einfluss auf die Beschlussfähigkeit des Medienrates.

Art. 11 - Organisation der Geschäftsstelle

(1) Weisungsbefugt für Arbeitsaufträge an die Geschäftsstelle ist allein der Präsident. Ausgenommen davon ist lediglich die Zuarbeit für Ratsmitglieder im Bereich der Vertretungen in nationalen oder supranationalen Gremien. Arbeitsaufträge gelangen in dem Fall über die Geschäftsstellenleitung an das betroffene Personalmitglied.

(2) Der Präsident ernennt unter den Personalmitgliedern eine Person mit der Funktion der Leitung der Geschäftsstelle. Die anderen Mitglieder des Medienrates müssen, außer im Falle eines Interessenkonflikts, diese Ernennung bestätigen. Die Leitung der Geschäftsstelle handelt nach Absprache mit dem Präsidenten sowie unter dessen Aufsicht und in dessen Auftrag.

(3) Die Leitung der Geschäftsstelle übernimmt die Organisation der Geschäftsstelle.

Art. 12 - Inkrafttreten

Diese Geschäftsordnung tritt am Tage der Verabschiedung in Kraft. Sie wird im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Eupen, den 13. Januar 2026

Für den Medienrat :

Präsident,
J. HECK

Quellenverzeichnis

PARLAMENTE

Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft

- pdg.be

Abgeordnetenkommer

- lachambre.be

Senat

- senate.be

Parlement Wallonie

- parlement-wallonie.be

Vlaams Parlement

- vlaamsparlement.be

Parlement Fédération Wallonie-Bruxelles

- pfbw.be

Parlement Bruxellois (PRB) & Assemblée réunie de la Commission communautaire commune (ARCCC)

- parlement.brussels

Parlement francophone Bruxellois

- parlementfrancophone.brussels

Raad van de Vlaamse Gemeenschapscommissie

- raadvgc.be

REGIERUNGEN

Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft

- ostbelgienlive.be

Föderalregierung

- news.belgium.be

Belgische Nationalbank

- nbb.be/de

Vlaamse Regering

- beslissingenvlaamseregering.vlaanderen.be

Gouvernement de Wallonie

- wallonie.be/fr

Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles

- gouvernement.cfwb.be

EUROPA UND REGIONALPOLITIK

Europäische Union

- consilium.europa.eu/de/european-council
- commission.europa.eu/index_de
- europarl.europa.eu/portal/de
- secure.ipex.eu/IPEXL-WEB

Europäischer Rechnungshof

- eca.europa.eu/de

Europäischer Ausschuss der Regionen (AdR)

- cor.europa.eu/de

Europarat - Kongress der Gemeinden und Regionen Europas

- coe.int/en/web/congress/home

Benelux-Parlament

- beneluxparl.eu/fr

Großregion – Gipfel und IPR

- grossregion.net
- cpi-ipr.eu

EVTZ Euregio Maas-Rhein

- euregio-mr.info/de

CALRE - Konferenz der gesetzgebenden Versammlungen der Regionen Europas

- calrenet.eu

AGEG - Arbeitsgemeinschaft Europäischer Grenzregionen

- aebr.eu

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

- const-court.be/de

BELGISCHES STAATSBLETT

- ejustice.just.fgov.be